



**Doc. 13002**  
06 juillet 2012

## La mutation de l'administration en Europe : le service public en péril ?

### Proposition de résolution

déposée par M. Tiny KOX et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

Une des premières et principales réponses des Etats européens face à la crise, et particulièrement la crise de leurs finances publiques, a été de restreindre les moyens alloués aux services publics. Ces derniers se sont ainsi vu appliquer des restrictions budgétaires avec, notamment, le principe du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans certains Etats, et la délégation de certains services au secteur privé. De même, certains services d'ordinaire gratuits car relevant de missions traditionnelles de service public sont aujourd'hui facturés aux usagers.

Les changements structurels et institutionnels que des services publics subissent ont comme objectifs proclamés la rationalisation des activités et la maîtrise des dépenses publiques. Toutefois, on peut se demander s'il est possible de maintenir un service public de qualité dans un contexte économique et budgétaire difficile, et si les grands principes du service public que sont l'indépendance, la permanence et la compétence sont encore d'actualité.

Dans sa Recommandation 1617 (2003), l'Assemblée parlementaire rappelait le rôle et la contribution sans équivalent des administrations publiques en matière de cohésion sociale. A l'heure où la plupart des Etats européens redéfinissent leurs missions et réduisent leur part d'intervention sociale, en se désengageant de certains services publics, voire en les supprimant, il peut être opportun de s'interroger sur le bien fondé de ces démarches, notamment à l'aune de leurs conséquences sur la société. Mutation réfléchie de l'administration publique ou réponse budgétaire d'urgence à court terme sans vision d'avenir?

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

KOX Tiny, Pays-Bas, GUE  
ÁRNASON Möður, Islande, SOC  
BARCIA DUEDRA Gerard, Andorre, SOC  
BONET PEROT Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC  
BRAUN Márton, Hongrie, PPE/DC  
DÍAZ TEJERA Arcadio, Espagne, SOC  
DOBBIN Jim, Royaume-Uni, SOC  
GROSS Andreas, Suisse, SOC  
HARUTYUNYAN Davit, Arménie, GDE  
HAUPERT Norbert, Luxembourg, PPE/DC  
HOLOVATY Serhiy, Ukraine, ADLE  
KOÇ Haluk, Turquie, SOC  
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC  
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC  
PALIHOVICI Liliana, République de Moldova, PPE/DC  
PLOTNIKOV Oleksiy, Ukraine, SOC  
RIGONI Andrea, Italie, ADLE  
RUSTAMYAN Armen, Arménie, SOC  
SAAR Indrek, Estonie, SOC  
SANNEN Ludo, Belgique, SOC  
SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, GDE  
VUČKOVIĆ Nataša, Serbie, SOC

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe  
GDE: Groupe démocrate européen  
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne  
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen  
SOC: Groupe socialiste